

L'eau à Fès

Miroir social et politique d'une société urbaine

Al alem lehqiqi, kaïachreub w kaïacharreb

Proverbe montagnard *

**Mohammed
Naciri**

Université Mohammed V-
Agdal, Institut
agronomique et
vétérinaire Hassan II,
Rabat
(mnaciri@wanadoo.net.ma)

Introduction

Contrairement aux villes arabo-islamiques qui ont été sous administration ottomane, les villes marocaines n'ont pas connu les techniques et les traditions de conservation et de transmission de documents à caractère municipal, administratif ou judiciaire. A chercher des informations sur l'histoire des villes, même dans les chroniques consacrées expressément à leur étude, l'on se heurte à des difficultés de tous ordres qui rendent fort problématique la reconstitution de l'évolution de la société urbaine et de ses institutions avant la colonisation.

Ce constat de carence ne veut pas dire qu'il n'existe aucun document susceptible d'éclairer les transformations sociales et urbaines de ces villes. Des sources indirectes, comme les actes des donations pieuses (*Habous*), les recueils de jurisprudence (les *nawazil*), les titres de propriété, la littérature généalogique (*Ilm-l-Ansab*), les hagiographies des saints (les *manaqib*), les chroniques et les relations de voyages, les descriptions des géographes au Moyen-Age (1), peuvent pallier, en partie, les difficultés de documentation historique sur les villes. Ils permettent de reconstituer des fragments des réalités socio-urbaines dans la dynamique d'évolution de leur société. Ces fragments ne révèlent que des séquences dans le temps et quelques repères dans l'espace urbain. Ils contribuent cependant à éclairer, relativement, l'épaisseur opaque de l'histoire sociale et politique du passé séculaire des villes marocaines.

Les traditions de copies de documents originaux et les procédures de leur authentification par actes notariés *ressoum 'adlyia* (sig. *rasm adli*) permettent de disposer d'un corpus limité, mais d'un intérêt évident pour atteindre, au moins partiellement, cet objectif. L'accès à ces actes reste malheureusement limité et éminemment aléatoire. Il s'agit, souvent, de

* Ce proverbe s'applique parfaitement à Clifford Geertz. Il s'agit d'une métaphore : un vrai savant boit, s'abreuve aux sources de la connaissance, mais fait boire les autres aux sources de son propre savoir et expérience d'anthropologue et d'écrivain. Qu'il trouve dans ce texte un très modeste hommage à son immense œuvre.

Je remercie Halima Ferhat, historienne du moyen-âge de l'Occident musulman, Abdelahad Sebti, historien, spécialiste de la société et de la culture urbaines et Mohammed Zernine, philosophe, chercheur en sciences sociales, pour leurs remarques précieuses qui m'ont permis d'affiner certaines analyses produites dans ce texte.

(1) R. Blachère, « Fès chez les géographes arabes au Moyen-âge », *Hespéris Tāmuda*, XVIII, 1^{er} trimestre 1934, p. 41-48.

documents privés : actes de titres de propriété, *taqâyid*, copies d'originaux de caractère divers qui sont l'objet de rétention de la part de ceux qui les détiennent. Il s'agit, en effet, de documents appartenant à des familles, souvent gardés jalousement, même si leur contenu ne donne lieu à aucun enjeu matériel. Aussi sont-ils exposés aux aléas des successions, aux détériorations, aux pertes et souvent à l'oubli.

Les *ressoum* étudiés dans ce texte authentifient des jugements, des consultations d'ouléma-s, *fatawis*, reproduisant des copies d'anciens *dahirs* émis par le Makhzen ou de témoignages oraux d'arrangements de conflits à propos du partage de l'eau à Fès. Leur référence aux documents originaux n'indique ni les propriétaires de ces actes, ni les lieux de leur conservation ou de leur enregistrement. Ils reflètent des moments de crise, désignent les protagonistes et donnent ainsi à voir la société aux prises avec ses difficultés et ses troubles, tentant de trouver une issue aux contradictions des intérêts en jeu.

Nous disposons de quatre de ces *ressoum*, en plus d'une consultation juridique sur la propriété de l'oued Masmouda et d'un *rissala*, datant du tout début du Protectorat. Ils constituent un ensemble de six documents offrant la possibilité de couvrir une période de près de cinq siècles, du milieu du XV^e au début du XX^e siècle. Seuls deux documents de ce corpus ont déjà été traduits et commentés du point de vue philologique ou sur le plan de l'analyse historique par un nombre restreint d'orientalistes et d'historiens (2) ; les quatre autres (3) n'ont fait l'objet, à notre connaissance, d'aucun examen. L'ensemble de ces documents relate des conflits récurrents sur l'utilisation de l'eau et montre la manière dont on a envisagé leur résolution. Ces textes s'appuient sur la tradition savante en la matière, rapportant des décisions du Makhzen, des jugements fondés sur des consultations juridiques ou sur des décisions émanant des autorités de la ville. Des témoignages oraux sont authentifiés par les instances judiciaires à la suite d'expertise de gens du métier, de témoignages de représentants de la cité appartenant aux groupes, aux quartiers, aux corporations. Ces experts qui puisent leur autorité du savoir acquis dans l'expérience quotidienne sont impliqués, du fait de leur poids technique, social et politique, dans la gestion des conflits que soulève l'utilisation de l'eau à Fès. Les sources écrites se réfèrent ainsi tantôt à la norme établie, tantôt au compromis dicté par l'expertise ou les rapports de force existants.

Les procédures suivies sont de deux sortes : la première dicte la norme écrite, s'appuyant sur l'autorité des ouléma-s, des moufti-s des qadi-s et ou répondant aux sollicitations du Makhzen ; la seconde met en scène le mouvement même de la société, faisant le constat de ses défaillances en matière de gestion, de ses carences dans l'entretien du réseau de distribution, dans des moments de mobilisation pour remédier aux dysfonctionnements qui affectent la répartition d'une ressource vitale pour les habitants de la ville.

(2) Plusieurs textes ont été traduits, commentés et publiés sur les conflits d'eau à Fès. Voir M. Massignon, in *Revue du monde musulman*, 1924, t. LVIII, 1^{er} trimestre, p. 54-63. R. Le Tourneau traite des conflits à Fès dans son ouvrage sur « Fès avant le Protectorat, étude économique et sociale d'une ville de l'Occident musulman », Publication de l'Institut des Hautes Etudes, tome XLV, Casablanca. 1949, p. 668. Dans son article « Documents sur une contestation relative à la répartition de l'eau dans la médina de Fès » il a fait une recension des publications consacrées à ce sujet ; in *Mélanges W. Marçais*, Paris, Edition Maisonneuve, 1950, p. 191-204.

La société urbaine à Fès bénéficie de la sécurité d'alimentation en eau pérenne depuis des siècles. Elle semble parvenir, périodiquement, à résoudre les concurrences que soulève son utilisation. Une lecture au premier degré des documents étudiés donne l'impression d'une grande stabilité dans la maîtrise des procédures mises en œuvre pour les solutions des conflits. On reconduit, pendant des siècles, les mêmes solutions aux mêmes dysfonctionnements, les mêmes arbitrages aux mêmes litiges. Un examen plus approfondi de ces textes laisse entrevoir d'autres hypothèses d'interprétation.

Pour les besoins de l'exposé, nous adoptons la présentation des documents dans leur succession chronologique. Chaque document traite d'un conflit particulier, affectant l'une des composantes de la société ; l'ensemble contribue à la recomposition des multiples facettes de sa complexité. Par leur nature, leur récurrence, par la durée que prend leur résolution, par la multiplicité des acteurs impliqués, ces conflits sur l'eau offrent un miroir où se reflète l'image constamment recomposée d'une vieille société urbaine aux prises avec ses problèmes sociaux et politiques.

1. Une fetwa pour trois siècles : entre la pérennité de la norme et les incertitudes des pratiques

Le premier document examiné présente l'avantage de couvrir la période allant du milieu du XV^e siècle au premier tiers du XVIII^e. Il a fait l'objet d'une analyse historique détaillée (4) qui le situe dans le contexte socio-économique et politique de l'époque de la reconduction de cette fetwa dont l'origine remonte au XII^e siècle.

Ce qui attire plus particulièrement l'attention dans cet acte notarié, c'est la récurrence de conflits séculaires en matière de partage d'eau et la confirmation répétée de la solution qui leur a été trouvée. Il s'agit des tensions créées, périodiquement, par la concurrence pour l'eau de deux corporations, celle des meuniers et celle des agriculteurs citadins propriétaires de jardins (*ajennah*) dans la ville ou dans sa proximité immédiate. Le problème qui se pose est de savoir à qui donner la priorité pour l'utilisation de l'eau collective : à ceux qui s'en servent pour faire tourner les moulins, c'est-à-dire aux activités de transformation de matières premières, ou à ceux qui l'utilisent pour l'irrigation des jardins, en vue d'une production agricole ?

Le document en question se prononce sans ambiguïté en faveur de la priorité absolue à l'irrigation des *ajennah*. L'argument avancé est que les jardins peuvent dépérir s'ils ne sont pas irrigués, alors que le ralentissement ou l'arrêt momentané de l'activité des meuniers n'occasionne, en aucun cas, de préjudice à la collectivité. Cette priorité accordée à la production alimentaire intervient même si la création des jardins est postérieure à l'existence des moulins. La seule restriction à cette priorité absolue est que l'eau excédentaire, après irrigation, soit rendue aux meuniers.

(3) Des six documents que j'analyse dans cette communication, cinq sont des copies d'originaux, que l'historien feu Abdessalam Ben Souda m'a confiées. Je tiens à honorer ici sa mémoire pour son ouverture d'esprit et pour m'avoir fait profiter de sa connaissance des archives du Maroc. Sans lui, je ne me serais probablement pas intéressé à la signification des conflits sur l'eau en tant qu'indicateurs de l'évolution de la société urbaine à Fès. Le sixième est une *rissala*, lettre-message, destinée aux autorités du Protectorat au sujet des droits d'eau des Fassis. Elle m'a été communiquée par Sidi Mohammed ben Hammad Es-Skalli, professeur à l'université Karawiyine. Qu'il trouve ici mes vifs remerciements pour son obligeance.

(4) Voir particulièrement les travaux de M'hamed Mezzine, historien, sur l'eau à Fès à la fin des Mérinides, « Wthiqa jadida hawla tawzi' al miah bi fas (nouveau document au sujet de la distribution de l'eau à Fès dans la vieille ville – Adwat Al Andalus – à la fin de l'époque mérinide », in *Revue de la Faculté des Lettres de Fès*, Dhar-l-Mehraz, n° 2 et 3, 1979-1980, p. 388-402 et « Mousahamate Es-Sa'adyine fi 'oumrane fas... » (contribution des Sa'adiens au développement urbain de Fès, essai de lecture de quelques documents des

Nawazil et des registres des habous), n° 4 et 5 de la *Revue de la Faculté des Lettres*, 1980-1981, p. 291-248. Lire le texte de Susan Gilson Miller, Harvard University, *Watering the Garden of Tangier : Colonial Contestation in a Moroccan City*, Texte dactylographié de 36 pages.

(5) Mohammed Benchrifa, texte publié et annoté par Mohammed Benchrifa, Madhabib Al-Houkkam Fi Nawazil Al Ahkam, du Qadi 'Ayyad. Ed. Dar Al Rharb Al Islami, 1990. Voir également Abdelwahd Abd-es-Salam Chouaïb : Al Qadi Ayyad, historien, Jamia'at Al Fath, Koulliata Al Adab, Tarabolous, Libya, 2000, p. 217.

La fetwa tranche un conflit qui remonte à l'année 845 de l'Hégire (1441). Elle a été reconduite chaque fois que le conflit éclate jusqu'à l'année 1139 H (1727), date de la mort de Moulay Ismaël, puissant sultan alawite qui a régné pendant un demi-siècle. Elle fait référence aux plus grandes autorités en matière de juridiction d'eau, fouqahas, muftis, oulémas, plus particulièrement à Ibn Rochd (le grand-père) et au Qadi 'Ayyad, mufti réputé de Sebta au XII^e siècle. Celui-ci avait fourni les bases juridiques de la préférence accordée aux propriétaires des jardins et édicté les modalités de compromis entre les parties en cas de transgression de la règle en vigueur. La fetwa du Qadi 'Ayyad (5) se rapporte, à l'origine, à un conflit entre ruraux. C'est cette même fetwa que l'Imam Al-'Abdoussi a reconduite, pour l'eau urbaine à Fès, en 847 H (1443), deux ans avant son décès.

L'acte notarié a reproduit, chaque fois que le besoin s'en est fait sentir, la même fetwa, à un détail près, qui est de taille. En effet, à chaque fois, une cohorte de témoins consignent, nommément, leur confirmation de la validité de la fetwa en question. Mais l'autorité chargée de l'authentification du document a cru nécessaire d'expliquer une anomalie : la règle édictée n'était pas toujours respectée, puisque les propriétaires des jardins ont versé, à une période qui n'a pas été précisée, un loyer aux propriétaires des moulins pour compenser l'inconvénient, pour ces derniers, de ne pas disposer de la priorité d'utilisation de l'eau. La priorité des meuniers est donc socialement reconnue, dans un contexte où prévaut le rapport de force plus que la norme édictée par l'autorité judiciaire. L'explication avancée est que « nos maîtres » (*chouyoukhouna*) ont été empêchés d'appliquer les décisions de la fetwa dans le passé, par « manque d'aide et à cause de la domination de la *jahala* », c'est dire de l'ignorance qui pousse à agir sans référence au *Ilm*, à la connaissance de la tradition savante et sans considération pour l'ordre établi. L'acte ajoute : « Depuis que Dieu a doté la communauté des musulmans d'un (pouvoir) qui accepte la vérité et rétablit le cours du *char'*, il est de notre devoir de répondre à la consultation par le rétablissement de la vérité », c'est-à-dire le retour à l'application de la règle en vigueur, grâce à l'appui du pouvoir central. Manifestement, la référence est à Moulay Ismaël qui a manifesté, nous le verrons plus loin, sa ferme volonté de rétablir le droit des gens en matière de distribution d'eau. La dérogation à la fatwa a été justifiée, en réponse à une consultation, réalisée en son temps, dans « un esprit d'établissement de la concorde et de l'intérêt, de peur que les litiges ne durent trop longtemps entre les deux protagonistes et occasionnent la disparition des jardins ». Mais quand l'assurance a été acquise qu'aucun trouble ne risque d'intervenir à la suite du rétablissement de la norme, « nous sommes obligés, disent les rédacteurs de l'acte, de proclamer la vérité, ce qui libère (notre conscience) aux yeux du *char'* ».

Il s'agit là d'un cas de « flexibilité structurelle » dont parle Clifford Geertz (6). L'acte apporte deux éléments d'appréciation de l'état de fonctionnement de la société urbaine. Quelle que soit l'autorité des muftis, c'est

(6) Clifford Geertz,
« Le sec et l'humide :

l'authentification périodique de représentants des forces sociales dans la ville qui lui donne toute sa valeur contraignante. Le document révèle également que la norme ne s'impose que dans le cadre d'un véritable rapport de force au profit de l'autorité légitime ; elle n'est donc respectée que dans la mesure où il existe un pouvoir en mesure de la mettre en pratique. L'on peut se demander, dans ces conditions, si le '*Orf*' ne trouve pas sa source dans ces instants où le consensus se noue, sur la nature et les modalités de résolution d'un conflit, par la force de la nécessité, même si le compromis réalisé ne correspond pas à la norme établie.

La récurrence des dissensions sur la répartition entre ayants droit ou prétendus tels à la possession de l'eau à Fès ou à la priorité de son utilisation traverse les siècles. Les mêmes conflits surgissent d'une période à l'autre comme un perpétuel recommencement. Reste à expliquer cette récurrence des conflits d'eau : est-elle due aux perturbations sociales et politiques, ou trouve-t-elle son origine dans les fréquentes pénuries d'eau, saisonnières ou annuelles ? L'alternance aléatoire de période d'abondance et de pénurie d'eau est-elle à l'origine du déclenchement de ces conflits ? Une longue sécheresse peut causer des pénuries et déclencher des litiges sur une ressource devenue tout à coup rare. Mais les indications fournies par ces actes ne se réfèrent qu'exceptionnellement aux fluctuations naturelles des disponibilités en eau. La première date mentionnée dans le document remonte au XV^e siècle. Aucune allusion à la sécheresse n'y est signalée comme origine des conflits. La consultation de la courbe de Stockton (7) sur les variations climatiques au Maroc pendant mille ans apporte une totale concordance avec cette première date mentionnée par le document. En effet, l'année 845 H (1441) fut une excellente année, à l'image d'ailleurs de tout le XV^e siècle (8) qui fut remarquablement pluvieux. L'année 1139 H/1727 coïncide avec la fin du long règne de Mawlay Ismaël marqué par un demi-siècle de stabilité politique. Cette année a connu également une forte pluviosité. Le déclenchement du conflit entre meuniers et maraîchers ne pouvait donc être attribué à une pénurie d'alimentation en eau. C'est la période de fin de règne et du relâchement du contrôle politique qui a suscité la montée des convoitises. La référence à la sécheresse n'est mentionnée qu'à la dernière date de confirmation de la fetwa, en 1147 H/1734, au premier tiers du XVIII^e siècle. Elle intervient aux débuts d'une grave crise d'interrègne qui a duré près de trente ans, marquée par les luttes de nombreux prétendants au trône de Moulay Ismaël. Par conséquent, le recours au renouvellement de la validité de la fetwa, à deux dates rapprochées, montre bien que les conflits ne sont donc pas liés essentiellement à des périodes de pénurie d'eau, mais apparaissent comme étant d'essence sociale et politique. Le poids de considérations politiques dans le déclenchement des turbulences des hommes compte davantage, dans la gestion de la société, que les incertitudes du ciel.

Ces turbulences révèlent, indirectement, la persistance des litiges durant de longues périodes, marquées par l'inaction des autorités urbaines. Quinze

irrigation traditionnelle à Bali et au Maroc » in Bali, *Interprétation d'une culture*, traduit de l'anglais par D. Paulme et Louis Evrard, éd. Gallimard, Paris 1983, p. 77-107.

(7) Ch. W. Stockton, « Current Research Progress Toward Understanding Drought », p. 21-36, in *Drought, water, Management and food production*, Conference proceedings, Agadir (Morocco), Kingdom of Morocco, Institut Agronomique et vétérinaire Hassan II, Rabat, 1985.

(8) M. Naciri, « Calamités naturelles et fatalité historique », in *Drought, water, management and food production*, cité ci-dessus ; p. 83-102.

à vingt ans peuvent s'écouler, parfois, avant qu'une décision n'intervienne pour rétablir les gens dans leurs droits.

2. Conflits entre groupes, antagonismes entre factions territoriales

Le deuxième document nous introduit davantage dans la complexité de la gestion sociale et politique de l'eau à Fès. Il s'agit d'un manuscrit décrivant avec une très grande précision l'état du réseau d'irrigation et les conflits régissant les rapports entre les factions territoriales (9) de Qarawiyne, d'El Andalous et de Lemtiyine. Il date de 1127 H/1715, douze ans avant la mort de Moulay Ismaël. Le document analysé ici est une copie de trois actes notariés successifs (*ressoum'adlyia*) couvrant la période de deux siècles, de la fin du règne de Moulay Ismaël aux débuts du Protectorat.

Les trois actes qui constituent le document authentifient, chaque fois, l'écriture de l'auteur du manuscrit, le faqih El Arabi Ibn Abdessalam Ibn Ibrahim, d'abord par l'*adjoind du Qadi-l-Jama'a* (10), à Fès, en 1148 H/1735, en pleine période de trouble pour la succession de Mawlay Ismaël. Plus tard, c'est Ahmed Ibn Mohammed at-Tawdi Ibn Souda, *Qadi-l-jama'a*, en personne, qui avalise de nouveau cette authentification, en 1213 H/1798, à la suite d'une longue sécheresse de sept ans, suivie d'une épidémie de peste (1212-2115/1797-1800). Appartenant à une famille connue à Fès, ce magistrat détient des privilèges qui subissent une véritable érosion. Malgré son prestige, sa validation de la copie du manuscrit a dû recevoir le contreseing, pour le compte du Makhzen, du Qaïd Ben Larabi Boukhreis, d'origine rurale. Une troisième authentification est intervenue un peu moins d'un siècle plus tard, en 1296 H/1879 et une dernière a été faite sous le Protectorat en 1336 H/1918, par les mêmes instances judiciaires. L'identité des juges n'est cependant pas déclinée avec autant de précision que dans le passé. Cette dernière omission est significative. Elle date symboliquement l'effondrement définitif des institutions judiciaires traditionnelles. Nous reviendrons, plus loin, sur cette évolution décisive.

Ces variations ne sont donc pas innocentes et laissent deviner des équilibres délicats de rapports avec le pouvoir central, mais aussi des contextes politiques particuliers. Les deux dernières confirmations sont intervenues pendant deux périodes de transition politique : celle du début de règne d'un jeune sultan, Moulay Abdelaziz, et les débuts de l'établissement du Protectorat où le sultan est choisi avec l'accord des autorités d'occupation. Ainsi, chaque fois qu'intervient un trouble à l'horizon, qu'un changement s'annonce ou qu'éclate un conflit, une menace pèse sur l'équilibre des pouvoirs établis, on recourt alors à la confirmation de l'état antérieur, même si le document remonte à deux siècles. Il y a là comme une exigence de rappel incessant de la pertinence de l'état antérieur dans la gestion du présent.

Dans le préambule du document, l'auteur remarque que depuis son jeune âge, il espère trouver quelqu'un pour parler des oueds qui fournissent la ville de Fès en eau. « Depuis que j'ai pris conscience, dans mon jeune âge,

(9) Le terme de **factions territoriales** a un sens polysémique : l'un péjoratif et l'autre neutre signifiant groupements territorialisés. L'intérêt de cette dénomination socio-spatiale est qu'elle indique des ensembles de quartiers où tous les groupes sont plus ou moins représentés. Les antagonismes d'intérêts, en matière d'eau comme sur le plan politique, se manifestent, selon les circonstances historiques, la nature des alliances, à ce niveau de l'organisation de la cité. La division tripartite de la vieille cité est apparue dans les textes au XVII^e siècle. La réalité de ces groupements territoriaux est prise en considération par le Makhzen, en tant que représentants de la ville. Au début du XIX^e siècle, les trois entités ont élu des délégués pour le maintien de l'ordre. Elles ont constitué, à des moments de troubles des factions dont la contestation, l'agitation, ou l'intrigue et la sédition, des facteurs d'instabilité et de complexité d'une société hétéroclite, traversée par des processus de fragmentation et de recomposition, selon les conflits. Voir R. Le Tourneau, *op. cit.*, ch. II.

(10) Le *qadi-l-Jama'a*

de l'importance du problème, je n'ai cessé de souhaiter trouver quelqu'un pour me parler des affaires de l'oued Fès », écrit l'auteur. Ce qui confirme le fait que l'eau est un problème social majeur qui préoccupe les gens. Cependant, il ne trouve d'informations ni sur les quantités des apports des cours d'eau, ni sur le réseau souterrain qui alimente les différents quartiers, ni encore d'indications sur la configuration de ses ramifications complexes. Devant le vide documentaire qu'il rencontre, il entreprend une enquête « qui puisse servir de document sur lequel on se basera pour couper court aux discussions et aux querelles » sur la répartition de l'eau entre les factions territoriales en conflit. Il entreprend donc la constitution d'un savoir précis sur l'ensemble du réseau d'eau, réalisé par enquête auprès des spécialistes et du public et en se référant aux écrits généraux des historiens et aux chroniques écrites sur la ville de Fès.

Il constate que depuis une quinzaine d'années, c'est-à-dire depuis le début du XVIII^e siècle, des modifications illicites sont apportées au système de répartition de l'eau. Ces altérations provoquent des infiltrations menaçant une partie des remparts du fait de dérivations de l'oued qui ont particulièrement porté préjudice au quartier de la Qarawiye, par le fait que « des chefs et des notables de l'armée, parmi ceux dont on ne peut contrecarrer les desseins (...) n'ayant en vue que leur intérêt personnel et désireux d'augmenter leurs revenus » installent, sur les dérivations nouvellement établies, des moulins. Ces dérivations n'ont pas été signalées en leur temps. Ce n'est qu'« après plusieurs années », précise le *rasm*, que des plaintes sont adressées à Moulay Ismaël ; celui-ci a ordonné de rétablir le système en fonction dans l'état où il se trouvait avant les dérivations illégales. Cette dernière précision indique clairement qu'une situation de fait est créée par les agissements des éléments de l'élite de la ville, sans qu'aucune autorité urbaine n'intervienne pour sanctionner des infractions qui durent depuis plusieurs années.

A partir de ce constat d'accaparement d'eau opéré par des notables de la ville, mais aussi par des puissants venus d'ailleurs, c'est-à-dire des éléments de l'armée makhzénienne, l'auteur de l'enquête sur le réseau entreprend de définir les parts revenant à chaque quartier. Il constate que des ouvrages anciens construits en maçonnerie sont remplacés par des retenues composées de matériaux hétérogènes, faits de branchages, d'herbes, de terre et de pierres qui peuvent facilement être descellées. Les dérivations de l'eau deviennent alors faciles, ce qui affecte la force de l'écoulement d'eau et risque d'inonder la rive (*adwat*) d'Al Andalous. Pis encore, même le souvenir des techniques utilisées dans la construction des anciens ouvrages est perdu. L'utilisation du bois dans les retenues « constitue une cause d'ennuis, car le bois pourrit rapidement et occasionne ainsi des dépenses continuelles aux meuniers et aux usagers, parmi lesquels il y a des pauvres, des orphelins et de petites gens bénéficiaires de biens Habous ».

était le juge suprême du pays. C'est lui qui établissait la liste des cadis, soumise au sultan, pour leur nomination et leur affectation dans les différentes villes et provinces du pays.

(11) Les textes n'abordent pas le cas de Fès Jdid fondée au XIII^e siècle qui constitue la quatrième faction territoriale de la ville. C'est la résidence habituelle du Makhzen, construite à l'écart de l'ancienne ville. C'est là où se trouvent les palais du sultan, le Machwar où il reçoit l'allégeance des tribus et les quartiers habités par la garde, une partie de l'armée sultanienne constituée des tribus proches, par les serviteurs et les gens qui gravitent autour du souverain. Fès Jdid se distingue par les origines de son peuplement, ses liens avec le Makhzen. Il est plus rural que la vieille ville, plus citadine. Voir chapitre V, *in* R. Le Tourneau, *op. cit.*

Le manque de connaissance précise des débits, qui ne sont pas réguliers, exaspère les tensions et aggrave les litiges entre les factions territoriales. La répartition des parts d'eau entre les trois ensembles de quartiers (11) et le droit de chacun de leurs usagers sont reconnus, mais c'est la détermination du volume d'eau alloué à chaque part qui fait défaut. Aucun répartiteur précis ne permet de fixer avec rigueur la quantité d'eau revenant à chacun. C'est pourquoi il pense que la construction d'un répartiteur entre les deux factions territoriales de Lemtiyne et Adwat Al Andalous s'impose pour répartir équitablement l'eau revenant à chacune d'entre elles.

La différence des configurations topographiques et de localisation par rapport au réseau des oueds traversant la ville montre une divergence complète d'intérêts entre les trois grands ensembles socio-spatiaux de la cité et exacerbe leurs antagonismes. Les crues profitent davantage à la rive d'Al Andalous, située à l'est de la ville, alors que les mêmes débordements des eaux menacent de destruction Adwat Al Qarawiynne. Son réseau et ses ramifications ténues ont une capacité de charge limitée et deviennent rapidement incapables de supporter de fortes crues, menaçant de destruction les bâtiments sous lesquels se ramifie le réseau. Quant au Lemtiyne, quartier situé au nord de la ville, il se trouve placé à un niveau plus haut que celui de l'oued ; il a donc besoin, à l'amont, d'une retenue qui relève le niveau d'eau. Mais une telle construction porte préjudice aux quartiers d'Al Andalous, parce qu'elle les prive de ressources supplémentaires apportées par les crues.

Ces exigences contradictoires des différentes factions territoriales rendent certainement la gestion du réseau délicate. Cependant, aucune autorité dans la ville ne semble plus particulièrement chargée de cette mission. La responsabilité de la gestion du réseau a probablement relevé, à une époque indéterminée, de la compétence des Habous. Mais aucune mention n'est fournie, à ce sujet, par l'ensemble des documents analysés.

Le constat, peut-être le plus décourageant pour l'auteur, est que la société est impuissante à assurer la prise en charge de l'entretien du réseau ou à s'opposer aux détournements de l'eau opérés par les puissants. Pour réparer une retenue et ainsi éviter un grave danger pour les habitants de Adwat Al Qarawiynne, l'auteur ne voit pas de recours précis à une autorité de la ville, ni à celle du sultan, pourtant puissant à l'époque. Il se trouve contraint à en appeler à la bonne volonté de « ceux qui ont le souci de l'intérêt général et dont l'influence est grande » pour porter remède à la situation dégradée du réseau.

L'ensemble de ces éléments confirme d'une manière explicite l'absence d'institution de prise en charge de la gestion de l'eau ; celle des corporations ou des Habous semblent incapables de se constituer en forces sociales ou en légitimité institutionnelle de gestion d'un équipement collectif vital pour la totalité de la population. Pourtant les couches influentes existent. Pourquoi donc leur impuissance ?

La territorialisation des conflits par faction a compliqué probablement la constitution de groupes sociaux structurés qui auraient pu prendre en charge une telle entreprise. Aux conflits endémiques des structures verticales des corporations qui se disputent l'eau se superposent les litiges qui émergent des espaces des quartiers où les usages de l'eau doivent répondre aux besoins différenciés des lieux de culte, des ménages, des besoins d'eau pour la production et pour l'évacuation des déchets pour assurer la salubrité publique.

3. Jeux et enjeux du Makhzen, divisions et rivalités au sein des groupes

Le troisième document date de l'extrême fin du XIX^e siècle. Il nous introduit dans les conflits internes d'une même corporation, à savoir celle des agriculteurs citadins, propriétaires des jardins (*ajennah*) du Merj. C'est en réponse aux plaintes de propriétaires de ces jardins au sujet des injustices commises par certains usagers au détriment d'autres que le sultan Moulay Abdelaziz promulgue un dahir pour exiger réparation et équité dans la distribution de l'eau au profit de tous les propriétaires des jardins du Merj.

L'origine du litige réside, selon cette plainte, dans la « domination des puissants sur les faibles », puissants qui accaparent les parts d'eau usurpées et les utilisent nuit et jour, chacun prétendant qu'il possède un dahir du sultan lui permettant de se comporter comme il l'entend, exerçant ainsi un véritable *Istibdad* (autoritarisme) sur les autres. Les plaignants, propriétaires des jardins du Merj qui ont subi les conséquences des usurpations de leurs droits d'eau par les notables de leur corporation, se disent « être les victimes d'une injustice et de graves préjudices qui menacent d'assécher leurs jardins ». Ils demandent le retour à la tradition, c'est-à-dire la répartition des tours d'eau, par tirage au sort, sans préférence ni exclusive.

Une lettre a été adressée par le jeune souverain, encore sous la tutelle de Ba H'mad, le puissant grand vizir de son père Mawlay Hassan, à son représentant à Fès, le qaïd Idris Ibn El-Allam, pour lui demander de régler ce conflit interne à la même corporation. L'ordre sultanien demande la réunion des experts (*arbab-l-bassar*) en vue de rétablir la situation en répartissant équitablement les tours d'eau entre tous les utilisateurs des jardins du Merj. En même temps, le sultan annonce l'envoi d'une lettre directement à son oncle Moulay Arafa à Fès, l'engageant à travailler « la main dans la main » avec le Khalifa du qaïd pour mener à bien le règlement du litige. Le sultan double donc le pouvoir réel du qaïd, son représentant à Fès, par le pouvoir symbolique d'un membre de la dynastie, en l'occurrence son oncle.

Vingt huit agriculteurs citadins sont ainsi désignés et leur noms consignés sur un acte notarié. Chacun est sensé avoir une connaissance suffisante des problèmes d'eau et des techniques de répartition que nécessite le bon fonctionnement du réseau. Ils ont ainsi procédé au recensement des canalisations (séguías), nommément désignées, tiré au sort les parts revenant à chacun et fixé le jour du départ du tour d'eau et sa durée complète.

Un an plus tard, le document a été de nouveau confirmé, sur la demande des propriétaires des jardins, pour prolonger la validité de l'accord intervenu auparavant. Trois innovations sont introduites : les témoins désignés ne sont pas, cette fois-ci, ceux qui ont réalisé la première expertise, mais ce sont les délégués des propriétaires des jardins, le Nadhir des Habous, des représentants des familles de descendance du Prophète, les *Chourafa-s*, et quelques personnalités choisies dans les grandes familles de Fès qui sont appelés à reconduire le même partage des tours d'eau. Le deuxième fait notable est que lors de cette confirmation, un tour de nuit a été réservé au bénéfice du sultan. Le changement des experts et des témoins prend alors tout son sens puisque, au passage, le Makhzen opère un prélèvement à son profit sur les parts des ressources en eau appartenant aux propriétaires des jardins. La mobilisation des représentants du pouvoir central, de l'élite urbaine et des délégués des propriétaires des jardins est faite pour avaliser publiquement ce transfert de ressource. Enfin, un tour d'eau de jour a été attribué aux habitants (*ahl*) de Bab El Hadid, quartier de notables riche en jardins. Aucune indication n'est donnée dans le texte des raisons de cette allocation en eau à cette partie privilégiée de la ville.

Entre la date de la promulgation du dahir de Moulay Abdelaziz et le dernier acte de renouvellement de l'accord, quatre ans se sont écoulés, ce qui ne déroge pas à la tradition d'extrême lenteur de la résolution des conflits. Il faut attendre l'intervention du pouvoir central lui-même pour trancher les dissensions entre les membres de la corporation des *ajennah*. Pourtant, selon el Faquih el Arabi Ibn Abdesslam, l'auteur du document sur les conflits entre factions territoriales, les gens qui « ont le souci de l'intérêt général et dont l'influence est grande » existent dans la ville. On ne s'explique pas, cependant, pourquoi ils n'interviennent pas dans des conflits d'eau devenus endémiques.

Le groupe de propriétaires des jardins ne présente pas une solidarité sans faille. Les contestations qui éclatent en son sein montrent bien qu'il ne peut constituer un groupe de pression, alors qu'il a été toujours avantagé dans la répartition d'eau, depuis des siècles. Ce privilège aurait-il émoussé tout esprit de corps ? La prétention des plus puissants d'entre eux de détenir leur privilège d'un dahir du sultan n'est peut-être pas vraie pour tous. Mais la pratique semble courante. Le fait qu'il soit exhibé pour justifier un accaparement en dit long sur les pratiques du pouvoir. Les actes étudiés témoignent tous de l'implication permanente du pouvoir central dans les contestations concernant les droits d'eau à Fès. Le Makhzen ne joue-t-il pas là un jeu ambigu ? Les privilèges qu'il accorde à certains notables ne fonctionnent-ils pas comme des moyens qui ébranlent la solidarité du groupe, la sollicitude sultanienne jouant, une fois le groupe éclaté, le rôle de rassembleur ?

Ne risque-t-on pas, cependant, de faire la part belle à l'effet d'une stratégie subtile du Makhzen ? Le problème de la gestion d'un système de distribution

d'une ressource aussi vitale pour la population et pour ses activités est, en premier lieu, une affaire de pouvoir local. Or, celui-ci semble absent du conflit. Les représentants des corporations, ceux des différents quartiers, les experts ne forment pas une coalition stable pour peser sur les décisions, en établissant un ordre qui oblige l'ensemble de la communauté urbaine ; ils ne sont là qu'en tant que témoins dépourvus de toute autorité contraignante autre que celle du témoignage.

4. Le dévoiement des notables et les préjudices au sacré

La référence à la fonction religieuse de l'eau est citée dans tous les documents, plus particulièrement sa nécessité pour les mosquées et les hammams. Quand Moulay el Hassan envoie la lettre de 1299 H (1881) à son Qadi, Moulay M'hammed Ibn Mawlay Abderrahmane el-Alawi, ce n'est pas pour trancher un conflit ordinaire de compétition pour l'eau ou de son accaparement. La crise est plus sérieuse. Les mosquées de Adwat el Qarawiyye et le sanctuaire (*Rawda*) de Moulay Idriss, fondateur de la ville, ne reçoivent plus l'eau nécessaire aux ablutions rituelles. Cette lettre va théâtraliser la crise. Le Qadi désigne les notaires ('adoul), des experts réputés par leur clairvoyance (*arbab-l-bassar*) parmi ceux qui réunissent la connaissance et l'expérience. Ils sont accompagnés de l'Amine, Lhaj Abdessalam Ibn Lhaj Mohammed El Makri, appartenant à une famille connue de Fès, comme responsable du premier noyau d'une commission d'enquête. L'objectif est de trouver une solution à la coupure d'eau qui affecte les principaux lieux de culte de la ville et de vérifier si des infractions connues, comme les constructions, les retenues de dérivation et autres altérations du réseau, sont la cause ou non du tarissement de l'eau venant de l'oued Fès.

L'ensemble des protagonistes habituels des conflits d'eau sont réunis par le « noble chra ». L'unité de la ville est ainsi reconstituée. Sont présents les représentants des gens (ahl) des factions d'Al Andalous, de Qarawiyye et de Lemtiyye qui sont experts, représentant « les agriculteurs, les maçons, les menuisiers, les commerçants, les meuniers, les fabricants de canalisations, les Nadhirs des Habous et les experts en variations du niveau de l'oued et de ses ramifications privées et publiques ». La commission compte 34 personnes, nommément désignées, qui vont procéder à une véritable déambulation dans la ville, pour relever tous les détournements, les défauts d'entretien, les accaparements, en somme tous les préjudices infligés au réseau. Pour la rive d'Al Andalous la commission s'est adjointe 14 experts pour inspecter le quartier. Ainsi toute la ville a été visitée, les dysfonctionnements repérés et les remèdes indiqués.

La commission a relevé quatre-vingt infractions plus ou moins importantes dont huit sont particulièrement graves et sont la cause du dysfonctionnement du système de distribution amenant l'eau aux lieux de culte. Il s'agit de retenues d'eau (*sedoud, sing.sadd*) dont la commission n'a pu, ou n'a voulu, dans un premier temps, identifier les bénéficiaires, « ne

connaissant pas les propriétaires de ces retenues ». C'est l'arrivée de deux agents du Pacha de la ville, EL Arabi Oueld Ba Mohammed Ech-Chargui, le moqaddem Lehcen Al-Jam'i, Al-Bernoussi ben Kaddour Al-Hamiani (tous des ruraux), chargés de la gestion des parts d'eau du Makhzen qui ont levé le voile sur l'apparent mystère. La préférence du Makhzen pour des agents d'autorité originaires des campagnes est une donnée structurelle de l'administration des villes par un pouvoir central qui accorde peu de confiance aux élites urbaines. Ils peuvent donc témoigner en toute autonomie des notables de Fès. En effet, les propriétaires des *sedoud* sont de hautes personnalités de la ville appartenant à la famille des *chourafa'*, descendants prestigieux de la dynastie idrisside, des Touhamiyne et des personnes appartenant à des lignées dynastiques de la famille régnante, les Alawyines, ainsi que des héritiers d'un vizir, ceux d'une famille connue, un Mohtassib et un qaïd des Cheragas, une tribu des environs de Fès, parent du Pacha même de la ville. Le paradoxe est que les notables les plus en vue, plus particulièrement les *chourafa'*, dont la légitimité religieuse et spirituelle est la plus affirmée, sont ceux-là même qui se trouvent être, par leurs pratiques, à l'origine de la privation des lieux de culte des eaux d'ablution. Exceptionnellement, leurs infractions ont été numérotées de un à huit, comme si on avait voulu les désigner à l'opinion publique en révélant leur appartenance lignagère ou en les désignant par leur fonction. Cette mise en évidence prend le caractère symbolique d'une sanction morale.

Le nombre des infractions concerne l'ensemble de la ville et des gens de toutes conditions. Une analyse plus fouillée, mais difficile car elle nécessite une identification de tous les contrevenants cités, permettrait de mettre en évidence la part des groupes et des individus et leur répartition par ensemble de quartiers. Ce qui semble significatif, c'est la généralisation de ces infractions, prélèvements clandestins qui vont de l'établissement d'un moulin, d'une retenue jusqu'à la transformation de vergers en jardins potagers dont l'irrigation demande un surplus d'eau prélevé sur d'autres tours d'eau. Elle montre à quel point le corps social de la ville se trouve dans l'incapacité de trouver les régulations nécessaires pour la bonne gestion d'une ressource vitale pour le fonctionnement régulier de la vie quotidienne.

Les documents présentés reflètent des situations de crise. N'introduisent-ils pas un biais dans la perception et l'interprétation des dysfonctionnements du système hydrique et de ses usages ? La bonne gestion serait alors la conformité à la règle ordinaire, et les crises, l'exception. Notre hypothèse est que les sociétés offrent davantage de visibilité et de lisibilité dans les situations de forte tension, d'affrontement et de crise.

II. Contre-pouvoir urbain et pouvoir central

Les interrogations émises à partir des éléments tirés de l'ensemble des six documents étudiés concernent plusieurs questions pour lesquelles, il

n'y a pas de réponses évidentes, mais des essais d'interprétation. La gestion du système de distribution et d'irrigation de l'eau urbaine pose un certain nombre de problèmes. Ses dysfonctionnements sont manifestes : sur plus de cinq siècles, une aussi longue durée allant du XV^e au début du XIX^e siècle, la gestion de l'eau à Fès a suscité de multiples litiges et contestations, voire des conflits ouverts. Des traces écrites restituent les multiples expressions de ces perturbations plus ou moins graves. Pourquoi, pendant une aussi longue durée, les instances urbaines n'ont-elles pas été en mesure de leur trouver des régulations adéquates et durables pour qu'elles ne deviennent pas des phénomènes récurrents ? Partant de là, cinq problèmes majeurs apparaissent à travers l'analyse de ces documents. Ils révèlent des aspects significatifs du fonctionnement de la société, du statut de la ville dans l'histoire du pays, de la nature de ses institutions urbaines et de la place qu'occupe le pouvoir central dans leurs évolutions.

1. Abondance et pénurie

L'un des atouts de la ville de Fès est sa richesse en eau. Des mesures du débit de l'oued Fès datant du milieu du XX^e siècle indiquent que chaque habitant à Fès dispose de deux mille litres par jour. Or les villes les plus favorisées alors dans le monde, comme Rome ou Marseille, ne dépassent pas le millier de litres journaliers par habitant (12). Cette richesse en eau, en période normale, expliquerait-elle l'inclination vers une gestion peu rigoureuse du système hydrique ? Un contraste existe entre la situation à Fès, où aucun code écrit ne semble avoir existé (aucun document ne s'y réfère), et la réglementation rigoureuse des droits d'eau dans les montagnes et les oasis, où les communautés s'astreignent, s'imposent une extrême vigilance à gérer avec une particulière parcimonie une ressource rare ; ainsi la communauté des irriguants se soumet à un contrôle minutieux de ses utilisations, les contraintes admises comme étant nécessaires à sa bonne gestion. Peut-on parler alors d'une « culture de l'abondance », qui induit des pratiques urbaines de gaspillage, de laxisme et de transgression de la règle établie, de laisser-aller en somme, par opposition à une « culture de la rareté » qui induit des comportements de rigueur, d'économie et de sévérité du contrôle social de l'usage de l'eau ? La rareté est en effet structurante, alors que l'abondance présente moins de contraintes et incline à plus de relâchement.

Clifford Geertz contredirait peut-être cette manière de voir, puisque ses recherches sur le système balinais d'irrigation nous montrent que dans un milieu où l'excès d'humidité et l'abondance de l'eau sont la règle il s'est pourtant constitué « un groupe de contrôle étroitement corporatif qui fait ouvertement et fermement respecter ses règlements » (13). Pourquoi à Fès, une société établie depuis des siècles n'a-t-elle pas été en mesure de créer les institutions de maîtrise et de régulation des pratiques d'eau ? L'exemple du Tribunal d'eau de Valence (14) montre que la société andalouse, il y a

(12) H. Godbarge, « L'eau à Fès », 17 pages dactylographiées, Fès, février 1951. R. Le Tourneau cite dans *Fès avant le Protectorat* (p. 238) une recherche, non publiée, faite par le contrôleur civil Coustaud qui considère que Fès est « à peu près certainement la ville du monde la plus riche en eau », puisque chaque habitant arrive à disposer de 3 000 l/s. alors qu'à Rome et à Marseille, villes particulièrement favorisées, la quantité allouée à chacun est de 1 000 l/s.

(13) Clifford Geertz, *le Sec et l'humide*, op. cit.

(14) A. Rivera, *Geografia*

de España, 1945,
Madrid, p. 540-41.

des siècles, a su inventer les institutions adéquates et permanentes pour résoudre les conflits d'eau. Certains des descendants de cette société sont venus s'installer à Fès ; pourquoi n'ont-ils pas transféré le savoir acquis, en terme d'institutions de gestion de l'eau, qui se caractérisent par une sophistication rarement atteinte dans ce domaine ?

Il faut remarquer, cependant, qu'en Andalousie, en montagne comme dans les oasis, ou à Bali, il s'agit d'une eau rurale. L'eau urbaine créerait-elle moins de conditions favorables à la rationalisation de ses usages multiples qui provoquent des tensions sur ses utilisations par des activités concurrentielles ? L'eau rurale, à part l'utilisation alimentaire, est destinée à une seule activité : garantir la production agricole. L'eau urbaine est, par contre, l'objet de vives concurrences entre de multiples activités aux intérêts divergents. C'est la conciliation de ces intérêts qui s'avère être particulièrement difficile à assurer par les composantes socio-politiques de la ville.

Le flou qui marque la transition entre l'eau collective et l'eau privée y est-il pour quelque chose dans ce déficit de contrôle rigoureux et stable de l'eau, de sa bonne gestion et de son équitable répartition ? La représentation mentale de la ressource, par sa relative abondance, son caractère gratuit, comme un *rizq*, un bien donné, disponible dans les lieux publics et dans l'espace privé, sans valeur marchande, n'est-elle pas un facteur du déficit de mobilisation des forces sociales et politiques pour l'organisation rigoureuse de sa gestion ? Le fait, aussi, que celle-ci est perçue plutôt comme un produit de consommation, approprié individuellement et rarement considéré comme un facteur de production, exceptés les cas des meuniers et des maraîchers, peut être un élément d'explication du déficit institutionnel de l'organisation de la gestion de l'eau. Le conflit entre la propriété collective de l'eau rurale et la propriété citadine de l'eau urbaine se résout par l'affirmation de la prééminence des droits des citoyens sur les cours d'eau qui alimentent la ville et dont les bassins-versants s'étendent loin vers le sud, dans la direction du Saïs et du Moyen Atlas. L'affirmation des droits citoyens est confortée par la tradition savante (15) et par l'appui du Makhzen aux revendications des Fassis lors des contestations ou des empiètements des ruraux sur les sources d'alimentation de la ville.

On se trouve là à la confluence d'une triple articulation : d'un savoir, la maîtrise technique de l'eau, d'une organisation des communautés constituées pour son utilisation et d'un pouvoir central qui entend en assurer le contrôle. Paradoxalement, les communautés rurales semblent à cet égard jouir davantage d'autonomie (16), alors que la société urbaine s'avère être incapable de résister à l'ingérence continuelle du Makhzen dans ses affaires locales.

2. Le retour sur le passé

L'abondance de l'eau urbaine serait-elle, alors, un facteur de déclenchement intempestif de convoitises que ne peut maîtriser une autorité

(15) Sidi Abdelkader El-Fassi, *Natijat el- mouqaddimate el- mahmoudah fi r-reddi 'ala man za'ma moulkiate wadi Masmouda* (Résultat des heureuses prolégomènes de la réponse aux prétentions à la propriété de l'oued Masmouda). Copie manuscrite d'un document du XVII^e siècle en 16 feuillets, présentant les fondements juridiques de l'utilisation de l'eau de ladite rivière et des droits

reconnue dans la ville ? La nécessité de reconfirmer régulièrement ce qui semble pourtant acquis, juridiquement, depuis nombre de siècles s'impose-t-elle à la société ? La remise en cause continuelle appelle la remise en ordre nécessaire. Le recours à l'histoire semble être une démarche permanente en vue de refondre les droits d'eau. Une *Rissala*, rédigée au début du XX^e siècle, fait expressément référence à la nécessité de revenir sur le passé, pour fonder les intérêts du présent. Elle précise qu'« El Mawardi et autres imams déclarent que la réalité des choses s'émousse et s'abîme avec la succession des siècles et la disparition des actes-témoins (*ressoum ech-chahadate*) qui en garantissent la permanence. Aussi le retour au passé rétablit-il la preuve, ce en quoi réside l'intérêt de l'histoire (17) ». Ne faudrait-il pas voir dans la reconfirmation répétée de la norme, au fil des siècles, le pendant nécessaire au maintien de la cohésion de la société par son ancrage, dans sa profondeur historique ? La *rissala* signalée recourt, expressément, au *ʿof* pour renforcer les arguments fondés sur la jurisprudence en matière d'appropriation d'eau. En évoquant le partage originel de l'eau, au moment de la ramification de l'oued à son entrée dans la ville, la *Rissala* signale que ce partage remonte au *rasm* fondateur de la ville de Fès, « jusqu'au moment où les traces (de ce premier partage) se sont effacées avec le temps et la multiplication des troubles ; ce n'est qu'à l'avènement du sultan almoravide Youssef Ben Tachfine, au XI^e siècle, qu'un nouveau partage a été effectué en présence des oulémas, des notables et des représentants du public. C'est sur la base de ce nouveau partage que se sont fondés les fetwas, les transactions et les échanges entre propriétaires (18) ». Ce texte reprend d'ailleurs les grandes étapes de l'histoire de l'eau à Fès pour justifier les droits, présentés comme inaliénables, de la ville sur ses ressources. Il cite le refus du sultan d'accorder un avantage à l'un de ses proches, pour montrer que personne ne peut disposer à sa guise de l'eau de la ville. Même l'attribution d'une part d'eau par entente doit être annulée si elle porte préjudice à un tiers (19).

La récurrence des conflits révèle ainsi l'imbrication étroite entre le *ʿof*, le *chra'* et le pouvoir. On tranche les litiges en recourant à la tradition savante en matière de pratiques validées par la jurisprudence traditionnelle. Mais le *chra'* peut être mis en veilleuse quand les conditions politiques ne sont pas favorables à son application. C'est alors qu'on active le *ʿof*, seule manière de rétablir la cohésion de la société. Ainsi, chaque conflit suscite-t-il la formation d'une commission, sur la recommandation du pouvoir central, pour trouver une solution acceptable aux litiges. Dans ce domaine, à la fixité de la norme répond la flexibilité des pratiques, fondées sur la formation de consensus dictés par le principe de réalité, mais instables, car les variations des rapports de force existants changent continuellement la donne. C'est ainsi que l'arbitrage rendu par le qadi à partir d'éléments apportés par la commission formée à l'instigation du sultan Abderrahman – et avalisé par lui – a été accepté, de bon gré précise le dahir sultanien. Cela n'a pas empêché

de propriété de Fès sur ses ressources en eau.

(16) Voir, à propos du rapport de l'organisation de l'irrigation, des communautés rurales et de leurs rapports avec un pouvoir extérieur, le livre de José A. González Alcántud et Antonio Malpica Cuello (Coords) : *El agua. Mitos, ritos y realidades*, Anthropos, Editorial del hombre. Diputación provincial de Granada, 1995, p. 444 ; voir plus particulièrement p. 242-244.

(17) La *rissala*, une lettre-message, un document de 11 feuillets manuscrits, ne porte ni référence au destinataire, ni à l'auteur du plaidoyer qui relate les faits historiques fondant les droits présentés comme intangibles des gens de Fès sur les oueds qui alimentent en eau leur ville. Il semble que cette *rissala* ait été rédigée en réponse à un article paru dans *Es-Sa'ada*, organe de presse en arabe des autorités du Protectorat, qui met indirectement en question le statut des eaux de la ville, comme une étape vers le prélèvement d'eau au profit de la colonisation agraire. La *rissala* peut être datée par référence à la publication de l'article du journal *Es-Sa'ada*, le 12 du mois de Choual, 1338, c'est-à-dire en 1919. Il exprime le vœux que l'autorité chérifienne et le « juste gouvernement » du Protectorat accordent l'attention nécessaire à la sauvegarde des droits séculaires sur les sources d'alimentation en eau de la population de Fès.

(18) *Rissala, ibid.*

(19) *Rissala, ibid.*

« Pendant le règne de Moulay El Hassan, Al Haj Al Ma'ti Aj-Jami' a demandé, une fois nommé ministre en 1310 H/1892, que le sultan lui accorde une part d'eau (*machrab*), à partir de l'oued de Abi-l-Jenoud, au profit de la maison qu'il a construite dans le quartier de Derb Al Horrah. Le souverain lui a répondu qu'il n'est pas possible de lui accorder ce qui appartient aux autres. Malgré ce refus, El Haj Al Ma'ti a utilisé des moyens qui lui ont permis d'avoir une petite part d'eau (*machrab yassir*). Le sultan ne l'a autorisé à en bénéficier qu'après que les *kwadsiyas* aient rendu leur témoignage sur la taille réduite des canalisations utilisées, qui ne peut porter préjudice à qui que ce soit. C'est alors que le sultan a satisfait sa demande, à condition que cette faveur soit annulée en cas de plainte, ce qui montre la prudence et la réserve de Mawlay el Hassan. »

(20) R. Le Tourneau, *Fès avant le protectorat*, op. cit.

les parties concernées, à savoir les deux factions territoriales de Karawiyne et de l'Andalous, de remettre en cause au bout de quatre ans le compromis qu'elles avaient accepté auparavant. Apparemment, elles n'y ont pas trouvé leur compte, sans que l'on sache pourquoi. Car si l'une et l'autre avaient subi un grave préjudice, elles n'auraient pas attendu si longtemps pour se mettre d'accord sur le rejet de l'arbitrage du qadi. Il s'agit peut-être d'antagonismes profonds à la base des rapports entre les deux factions qui rendent toute entente difficile. Si aucune autorité n'est en mesure de faire admettre la solution proposée, on est obligé de s'interroger sur la nature des régulations en mesure de gérer les dysfonctionnements de la société. L'ordre socio-urbain semble être marqué par une réelle impuissance en matière de conflits d'eau. D'ailleurs, les actes signalent, pour la plupart, que les conflits sont endémiques et que beaucoup d'eau coule sous les ponts de l'oued Fès, des années durant, parfois pendant plus d'une décennie, avant de faire aboutir les plaintes... qui débouchent parfois sur le maintien des litiges en l'état, sans solution, d'où leur répétition déjà signalée.

3. Mémoire des techniques et statut des experts

Savoir érudit et savoir technique semblent être au cœur de l'évolution de la société urbaine. Le faqih el Arabi Ibn Abdessalam Ibn Ibrahim s'étonne de la régression des connaissances en matière d'entretien du réseau et d'amélioration de ses performances. Il reste perplexe devant l'inexistence de tout document écrit sur le réseau de canalisations et ses ramifications dans la ville. La mémoire orale a été le mode de fonctionnement prépondérant puisque seuls les experts (*arbab-l-bassar*) ont une connaissance approfondie des caractéristiques du réseau et de son fonctionnement. Il est curieux cependant que presque jamais les deux corporations des *Qwadsiya-s* et des *knaïfiya-s* ne soient citées – à une exception près – alors qu'ils sont les artisans qui connaissent avec la plus grande précision l'enchevêtrement des droits à travers la configuration des canalisations. Ils maîtrisent également les techniques d'entretien, de rcurage et de réparation des ramifications souterraines du réseau. Aucun des documents ne mentionne le nom des spécialistes que sont les *Qwadsiya-s*. On se contente de les présenter d'une manière collective, sous le vocable d'*arbab-l-bassar*, c'est-à-dire des gens de bon conseil, sans que l'acte dise en quoi. Cette appellation est en effet utilisée pour désigner tous les experts des corporations quel que soit le métier pour lequel ils exercent leur expertise. Alors que pour l'eau il existe des spécialistes connus sous le nom de *amine el-ma l-hlou*, ou *cheikh el-ma* ou encore *moul el oued*, pour l'eau potable, et *amine l-ma-l-moudafou boukhrareb*, pour les eaux d'égout (20). L'absence de référence explicite à ces spécialistes et à leur corporation, rouage essentiel du fonctionnement de la ville, témoigne de la désaffection des Fassis à l'égard des gens du métier d'eau, considérés comme des travailleurs exerçant une activité malpropre. La plupart des actes révèlent cet ostracisme alors que les *qwadsiya* sont les premiers concernés par les

problèmes d'entretien et de réparation du réseau d'eau et sont constamment présents dans les quartiers. Leur non-visibilité dans les documents tient-elle au fait que les membres de cette corporation (21) sont essentiellement d'origine rurale ? Ils sont, en effet, souvent originaires, soit du Rif, soit des marges sahariennes, là où les habitants sont rompus aux techniques les plus poussées en matière de gestion d'eau (22). Il est paradoxal qu'une corporation, dont l'activité est aussi vitale pour la vie quotidienne de la population, ait un statut social si peu valorisé. Est-ce le statut-même du savoir technique qui est ainsi dévalorisé ? Le problème d'accumulation de ce savoir et de sa transmission relève-t-il du trivial qui ne fait pas partie du savoir noble, celui des *fouqaha-s* et des *ouléma-s* ? L'état du réseau a-t-il un lien avec les modalités de transfert de ce savoir et le peu de considération dans laquelle est tenue la corporation des *qwadsiya* ? Cette situation explique-t-elle que la transmission du savoir technique en matière de gestion du réseau ne se fasse qu'oralement, dans le cadre d'un groupe étranger à la ville et qui garde jalousement le secret sur le savoir-faire dont il détient le monopole ? L'acquisition du savoir oral se fait de père en fils, ou de maître à disciple. Il nécessite une longue initiation qui ne permet pas au *sirr*, au secret du métier, d'être partagé.

La déperdition du savoir en matière de gestion de l'eau, parfois la perte du simple souvenir de l'état des ouvrages tels qu'ils ont fonctionné dans un passé proche, pose les problèmes de l'absence ou du déficit des mécanismes d'accumulation des connaissances techniques, de leur préservation et de leur transfert aux générations. Dans la contestation entre les deux rives, de Qarawiye et de l'Andalous 1240 H (1825), présentée ci-dessus, les deux parties en conflit ne se rappellent même pas le moment où la fissure de l'ouvrage qui règle la répartition des parts d'eau entre les deux ensembles de quartiers s'est produite. Leurs représentants ont reconnu qu'ils ne possèdent aucun écrit témoignant de la validité de leurs revendications respectives. Le conflit dure pourtant depuis des années. La commission composée d'experts et des représentants des deux factions dépêchés, sur ordre du sultan Moulay Abderrahman, pour constater les causes de la fissure de l'ouvrage et trouver le moyen d'y remédier, ne sont pas en mesure de se faire une idée précise sur l'objet de ce litige. Ils avouent que « cette fissure, même si elle n'était pas le fait du constructeur, était ancienne, mais qu'ils ne comprenaient pas pourquoi elle avait été pratiquée, et que la répartition des parts d'eau qui en résultait n'était pas connue, ses modalités n'étaient pas, non plus, précisées, et que la part qui revenait à chaque partie restait indéterminée (23)... » Cet aveu d'ignorance est ambigu : s'agit-il d'une véritable amnésie collective ou d'un simulacre d'oubli pour n'avoir pas à désigner les véritables enjeux des modifications de l'ouvrage, objets du litige ? Toujours est-il que le problème de la mémoire liée aux usages de l'eau à Fès révèle clairement l'existence d'une double précarité. La même incertitude d'existence éphémère pèse sur la mémoire orale comme sur la

(21) R. Le Tourneau parle de répartition des métiers par origine à Fès. Le problème est plus complexe. L'analyse d'un document daté de 845/1441 par M'hamed Mezzine montre que les parties prenantes à la gestion de l'eau dans la cité sont d'origine très diverse et que le clivage, en la matière, n'est pas entre citadins et ruraux. Voir M. Mezzine, *Wathiqat jadida hawla tawzi' El miah bi Fas, al madinah al kadimah* (adwat al Andalous) fi awakhir al asr al marini, *op. cit.*

(22) R. Le Tourneau, *Fès avant le protectorat*, *op. cit.* Voir également I.S. Allouche, « Un plan de canalisation de Fès au temps de Moulay Isma'il », d'après un texte inédit, avec une étude sur la corporation des « Qwadciyas », *Hespéris*, T. XVIII, 1^{er} trimestre, fascicule 1, 1943, p. 49-63.

(23) R. Le Tourneau, « Document sur une contestation relative à la réparation de l'eau dans la médina de Fès », in *Mélange W. Marçais*, Institut d'Etudes

islamiques de l'Université de Paris, Edition Maisonneuve, Paris, 1950, *op. cit.*

(24) M. Naciri, « Cartes mentales ou espace public en tant que *turath* (patrimoine) » dans la revue *Falsafa*, publication de l'Association marocaine des professeurs de philosophie, n° 6, 1998, Université Mohamed V, faculté des sciences de l'éducation, Rabat, p. 17-25.

(25) Larbi Mezzine, *le Tafilalet, contribution à l'histoire du Maroc aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences humaines, Rabat, 1987.

(26) *El Mi 'yâr El Mo'rib wa El Jami' Al Morhrib 'an fatawi ahl Ifriqia wa al Andalous wa l-Marhrib*, par Abi Al Abbas Ahmed Ben Yahyia Al Wancharissi. 13 tomes, voir particulièrement, t. 8, p. 31-32. Publication du Ministère du Habous et des Affaires islamiques, Royaume du Maroc, Rabat, 1401 H/1981

(27) Le monopole du savoir des techniques d'eau par les experts de Fès semble avoir été complet, au moins pour les villes du nord du Maroc. Une lettre

mémoire écrite. La première est soumise à la fragilité de l'existence des individus, la seconde à l'aléa de la production et de la circulation de l'écrit. Fès présente, dans ce domaine, un véritable paradoxe : c'est la cité par excellence du savoir élaboré, consigné et validé, plus particulièrement celui relevant de la sphère du religieux. La connaissance matérielle semble moins intéresser ses élites savantes.

N'y a-t-il pas là matière à réflexion, sur le rapport de cette société urbaine à la connaissance matérielle et à la préservation du patrimoine ? Elle semble préoccupée davantage de la transmission des idées que de la conservation et de l'entretien du patrimoine concret (24). Dans les oasis du Tafilalet, au contraire, là où l'accès à l'écriture nécessitant la médiation d'un faqih est plus difficile, car les lettrés sont rares, on consigne soigneusement, dans des documents appelés *Ti'qqidin* (25), les règlements qui régissent les rapports entre les individus, organisant, entre autres, le partage et l'utilisation de l'eau. Dans une société rurale où le mode de transfert des connaissances relève davantage de la mémoire orale transmise d'une génération à l'autre, le recours à l'écrit pour en garantir la permanence apparaît étonnant. Le paradoxe est qu'une société urbaine policée n'a pas pu ou n'a pas cru nécessaire d'y procéder : désintérêt à l'égard des biens matériels ou culture de l'abondance, opposée à la culture de pénurie, d'essence rurale ? On peut invoquer, également, pour les oasis la nécessité de fixer les choses par écrit, dans un monde dominé par les rapports nomades-sédentaires, alors que dans la ville, l'illusion de la permanence de la société urbaine et la présence du Makhzen donnent aux choses leur apparente stabilité. Autre contraste : l'entretien du réseau chez les communautés rurales est une nécessité de survie ; dans la ville, le mauvais entretien des canalisations, les difficultés d'entente entre les groupes pour le curage des cours d'eau sont des réalités constamment évoquées dans les documents présentés. Le Mi'yar (26) d'Al Wancharissi consacre dans un recueil de *nawazil* du XV^e siècle, une part notable aux consultations sur les conflits d'eau.

La connaissance de l'état réel du réseau reste un secret jalousement gardé. Les litiges et les contestations sont d'ailleurs dues souvent à l'état de délabrement des canalisations (27). Chaque fois que des modifications exigées par les nécessités de l'entretien sont entreprises, les plaintes se multiplient, de crainte qu'un changement provoque un tarissement de l'alimentation en eau. Le fait que toute réparation est à la charge du propriétaire en fait une initiative individuelle et limite l'action publique ou collective. Le statut de l'eau, liée au fond immobilier de l'habitat, a donc une conséquence directe sur les modalités de l'entretien du réseau : celui-ci est réparé par le propriétaire de la maison et à ses frais. Il ne subit guère de rénovation profonde, mais uniquement des réparations limitées. L'entretien permanent du réseau aurait exigé une autorité dépositaire de la légitimité du savoir et du pouvoir lui permettant de prévoir et de maîtriser la totalité du réseau et détenir les moyens financiers et politiques de son aménagement. Or, une telle autorité

ne semble pas avoir existé ; les pouvoirs du mohtassib ne lui permettent guère d'être impliqué dans la gestion d'une ressource aussi précieuse pour la ville. Les Habous n'apparaissent pas en tant qu'institution mais comme partie prenante de la gestion de droits d'eau dévolus aux propriétaires des immeubles qui sont, dans ce cas particulier, les fondations pieuses.

4. Un contre-pouvoir instable

L'évolution interne de la société urbaine fait apparaître l'ampleur de ses clivages : entre corporations, entre factions territoriales, entre groupes sociaux et au sein-même de chacune de ces entités. A la division entre la *Khassa*, l'élite et la *'Amma*, la masse, s'ajoutent les différences de statuts sociaux et les antagonismes nés des divergences des intérêts. Or, la catégorie habilitée à diriger la ville, se trouve être la première à enfreindre les normes morales, sociales et religieuses de la gestion d'une ressource fondamentale pour la vie religieuse de la communauté. Le texte concernant l'alimentation de mosquées de Adwat Al Qarawiyyne et du sanctuaire de Moulay Idriss le montre bien, d'après le sévère constat d'incivilité dressé par la commission d'enquête. Celle-ci réunit tout ce qui compte, dans la cité, d'autorités religieuses, de représentants du Makhzen, de notables de quartiers, de délégués des corporations concernées de production et de commerce, pour faire la lumière sur les dommages subis par la société, dans sa vie quotidienne et dans la pratique de sa foi. Les contrevenants appartiennent à l'élite ; ils comptent parmi les plus hautes autorités, symboliques, religieuses, sociales et politiques de la ville.

Cette même élite a développé des traditions de contestation du pouvoir central, ce qui constitue d'ailleurs l'un des attributs de sa citoyenneté (28). L'intervention du sultan dans ces conflits d'eau n'est-elle pas, de sa part, une manière de manifester sa prééminence et son autorité sur une ville frondeuse ? Les plaintes exprimées par les habitants s'adressent au Makhzen ; or la gestion des problèmes d'eau relève, en principe, de la compétence du pouvoir local. Devant l'incapacité de celui-ci à gérer ses propres affaires, les bénéfices des arbitrages reviennent au pouvoir central. Il y trouve des moyens de pression sur les habitants et des possibilités matérielles et symboliques de contrôle de la cité. Le pouvoir central devient donc non seulement le régulateur des tensions dans la ville, mais le garant de l'application de la norme religieuse, de l'arbitrage des litiges qui sont la cause d'affrontements sociaux et politiques. L'autonomie de la société urbaine est donc toute relative, sinon inexistante et ne lui permet pas de se constituer en contre-pouvoir permanent au Makhzen. D'ailleurs, les relations de la ville avec ses campagnes environnantes témoignent bien de sa fragilité. C'est le pouvoir central qui contrôle les tribus qui dominent les bassins-versants dont les eaux assurent l'alimentation en eau de la cité. Le « pouvoir » urbain se limite à édicter la norme en la matière. Les *mouqaddimates* du chaykh Abdelkader Al Fassi à propos de la propriété de l'oued Masmoudhah disent

manuscrite, communiquée par le regretté Abdellah Es-Sbihi, fondateur de la Bibliothèque Es-Sbihiyah à Salé, fait état d'une expertise demandée par les gens de cette ville aux kwadsiyas de Fès. Ceux-ci ont identifié les causes de la non-arrivée d'eau dans les quartiers et lieux publics de la petite cité, les attribuant à des problèmes de manque d'entretien. La tradition orale à Salé rapporte que les kwadsiyas ont abandonné le chantier avant de l'avoir terminé, à la suite d'un désaccord. Les gens de Salé, du fait de leur peu de maîtrise des techniques d'amenée d'eau, ont envoyé un émissaire secret pour vivre dans le milieu des kwadsiyas, à Fès. Sachant qu'il était de Salé, ceux-ci lui demandèrent comment les gens (*ahl*) de Salé avaient réglé leur problème d'eau. Il leur répondit qu'ils avaient pu trouver la solution. Un expert dit alors : « Ils ont pu "éclairer" l'eau, *Douwwawlou*. » Cette réflexion codée rapportée aux artisans de Salé leur permit de terminer les travaux en pratiquant des trous dans les canalisations, ce qui permit de rétablir la pression et de faciliter l'écoulement de l'eau jusqu'aux lieux de sa distribution.

(28) *Sciences sociales et phénomène urbain dans le monde arabe*, sous la direction de M. Naciri et de André Raymond, Fondation du Roi Abdulaziz Al Saoud pour les Etudes islamiques et

les sciences humaines, 317 pages, Casablanca, 1997. Voir à propos de la citadinité les pages 131 à 148.

(29) Norman Cigar, « Société et vie politique à Fès sous les premiers 'Alawites de 1660 à 1830 », *Hespéris Tamuda*, volume XVIII, fascicule unique, Faculté des Lettres et des Sciences humaines, université Mohammed V, 1978-1979, p. 93-172. Ce texte offre une intéressante réflexion sur les structures socio-politiques des groupes à Fès. Il signale que les Andalous, qui ont fini par compter comme une force autonome, étaient bien placés pour constituer une oligarchie urbaine capable de prendre la direction de la ville. Mais il n'explique pas quelles sont les raisons de cet échec historique.

(30) Kenneth L. Brown, *People of Salé*, Manchester University Press, 1976.

(31) Abdellah Hammoudi, *Master and Disciple, The Cultural Foundations of Moroccan Authoritarianism*, The University of Chicago Press, Chicago & London, 1997.

(32) Clifford Geertz, *le Sec et l'humide*, op. cit.

le droit, en matière d'appropriation de l'eau, pour réfuter les prétentions des riverains, à l'amont, à en prétendre l'exclusivité d'utilisation. Mais aucune autorité urbaine n'est en mesure de traduire ce droit dans les faits sans la bonne volonté du makhzen.

Les documents étudiés donnent la possibilité concrète de mesurer l'ampleur de la faiblesse intrinsèque de la ville au Maroc : indispensable stratégiquement et importante économiquement pour le pouvoir central, elle est faible politiquement et fragile sur le plan institutionnel pour sa propre gestion. La structure emboîtée de l'organisation de la société, à la fois verticale et horizontale, mettant en conflit les intérêts antagonistes entre corporations et factions territoriales piège l'efficacité sociale et politique des groupes hiérarchisés et des coalitions spatiales d'intérêts hétéroclites (29). Leur énergie semble se dissiper dans les tentatives de peser sur la modification des règles du jeu pour le partage de l'eau, de manière à les faire fonctionner au profit exclusif et égoïste de chaque groupe. La détermination des règles d'usage de l'eau est de la compétence de sphères détenant leur légitimité du pouvoir central et, subsidiairement, de l'administration de la norme fixée et validée par la tradition savante. Les pouvoirs du qadi se limitent à dire le droit, sans pouvoir lui donner la force d'exécution nécessaire. La nature des pouvoirs dans la vieille cité est donc à prendre en considération, pour mieux comprendre les raisons profondes du déclenchement régulier de ces conflits. Leur répétition relève donc davantage du fonctionnement de la société ; le changement des rapports de force introduit une volatilité des consensus élaborés au gré de circonstances changeantes.

5. Accident de l'histoire ou structures intrinsèques des pouvoirs urbains ?

L'agrégation des individus autour d'un mouvement socio-politique durable, capable de mobiliser les différentes catégories sociales de la ville, de les organiser et de traduire leurs actions en objectifs de gouvernement urbain a dû faire défaut. Le fait que la structuration des groupes sociaux se soit faite autour de coalitions instables (30) – ou ait été régie par le schème culturel de rapports de maître à disciple (31) – offre peut-être des possibilités d'explication de la faiblesse des pouvoirs de la société urbaine. Clifford Geertz, étudiant l'irrigation dans le Moyen Atlas, a tiré, en anthropologue interprétatif, une conclusion générale de ses recherches, par comparaison à la situation à Bali. « L'intégration marocaine, écrit-il, se résume à servir de médiateur entre des individus qui sont en compétition, chacun s'appuyant sur un pouvoir dont la base est quelque peu différente et chacun s'accrochant tant bien que mal pour faire son chemin à l'intérieur de règles générales, par sa seule astuce et ses seules ressources... (32). » On pourrait se demander si ces logiques individuelles à la base de l'organisation de l'eau ne s'étendent pas de la campagne vers les villes. Fès est, après tout, tributaire de la campagne pour l'eau, les bassins-versants de ses oueds s'étendent loin au sud vers le

Moyen Atlas. Fès est redevable également aux campagnes de son peuplement, depuis sa fondation (33).

La faiblesse ou l'absence d'une politique collective induisant des processus de mobilisation sociale semble s'expliquer également par une vieille évolution d'un pouvoir, celui des *fouqaha*, dans la cité. A cet égard, il faut prendre en compte l'affaiblissement des instances judiciaires locales. Au XII^e siècle, El Qadi 'Ayyad tranche l'un des conflits récurrents sur les usages de l'eau. Sa fetwa a fait depuis autorité et a eu une fortune inégalable. Il doit cette influence à la fois à son immense savoir du *fiqh*, et à la puissance et la notoriété de sa ville, Sebta. Après lui, toute innovation en matière de litige sur l'eau semble avoir tari. Depuis ce temps là, le pouvoir du qadi, à en juger par le rôle effacé qu'il joue dans le règlement des différends en matière de conflits d'eau, semble de plus en plus réduit. Dans les documents présentés, il apparaît comme l'autorité qui se contente d'un rôle limité à l'enregistrement et à l'authentification de la validité des actes. Rarement il prend l'initiative de trancher les conflits. Il reçoit les plaintes des habitants et se contente d'en référer au Makhzen qui initie les procédures d'enquête et de conciliation. L'autorité judiciaire se contente d'entériner, en fin de compte, les modalités d'arbitrage et de décision.

Le qadi semble donc impuissant devant les conflits qui se révèlent comme des enjeux délicats, des questions épineuses du fait de leurs « incidences politiques certaines (34) ». Lors du litige entre les deux rives de Qarawiyye et des Andalous, l'arrangement trouvé par le qadi a dû être entériné par un dahir du souverain avalisant le compromis, les deux actes étant datés du même mois de Chouwwal 1240 H (juin 1825), à trois jours d'intervalle. Étonnante célérité quand on sait que les conflits s'éternisent indéfiniment. Le qadi, neveu du sultan Moulay Abderrehman, a suggéré une solution au litige tout en ayant des craintes sur ses limites, du fait de l'ambiguïté des raisons réelles de la contestation. Malgré l'appui du sultan à sa proposition, les deux parties remettent, quatre ans plus tard, l'affaire en question (35). L'institution du qadi n'est pas uniquement dépendante du Makhzen pour la validation de ses décisions. Le fait même que ses administrés reviennent sur leur engagement d'accepter son arbitrage en dit long sur les limites de son influence. Le fait qu'il soit possible de contester un jugement par le truchement d'une fetwa contradictoire rend les procès interminables. Le pouvoir du qadi est limité dans le temps et par la jurisprudence admise. Il prend fin au terme de la validité du dahir sultanien qui l'a nommé, alors que le mufti conserve son pouvoir d'interprétation des jugements chaque fois qu'il est sollicité. Il est arrivé que le sultan tranche un litige, jugé par un qadi. C'est le cas de Moulay Souleïmane qui a cassé le jugement du faquih Al Abbas Ben Ahmad Tawdi Ben Souda, qadi de grande réputation à Fès (36). L'autorité du qadi n'est donc pas à l'abri d'une remise en cause par le sultan qui peut jouer sur les fetwas d'autres ouléma-s pour casser un jugement. L'autorité de la chose jugée devient, dans ces conditions, extrêmement fragile.

(33) M. Mezzine,
Wathiqat jadida, op. cit.

(34) R. Le Tourneau,
Fès avant le Protectorat,
op. cit.

(35) R. Le Tourneau,
« Document sur une
contestation », op. cit.

(36) Ali Mhammedi,
Al Makhzen wa « an-Nidham » (le Makhzen et
l'ordre/régime), Thèse

soutenue en juillet 1998 pour l'obtention du doctorat d'Etat en histoire, Faculté des Lettres et des Sciences humaines, Université Mohammed V, Rabat-Agdal, p. 222.

Et les mêmes litiges sont constamment activés. Par ailleurs, un document consignait un jugement en bonne et due forme, non contesté, garde une grande fragilité. Son caractère privé le rend, d'une génération à l'autre, éminemment exposé à la négligence, à l'oubli ou à la destruction involontaire. En dehors d'un enregistrement officiel qui en aurait garanti la pérennité, un ayant-droit peut se trouver démuné de preuve pour établir ses droits. La récurrence des litiges relance alors constamment la nécessité du recours au qadi, et celui-ci, impuissant, se réfère à l'autorité du sultan qui intervient, à son tour, quand il en a les moyens, en demandant la constitution d'une commission d'enquête pour rétablir le droit de chacun. Ainsi, le sultan redevient l'acteur central dans la ville.

Les récurrences des conflits s'apparentent, en réalité, aux jeux à somme négative : ce que gagnent les individus de la mise en cause continuelle du fonctionnement du réseau d'alimentation en eau se traduit par un déficit de plus en plus frappant, au fil du temps, en institutions pérennes de gestion et de contrôle de la ressource. Certes, il ne faut pas croire qu'il n'y a pas d'institutions sensées gérer ces conflits, comme les Habous, mais elles semblent être inopérantes. On ne peut conclure également à l'absence de contraintes juridiques. Le Mî 'yâr d'El Wancharissi, montre abondamment la profusion des règles régissant l'utilisation de l'eau. « Il y a des règles, un très grand nombre de règles. Mais elles sont formulées en termes de droits individuels, pas de nécessités collectives, à titre d'obligations contractuelles, non civiques. » Constate Clifford Geertz (37). Le cas de l'obligation de curer ou non le cours de l'oued Masmouda pour en augmenter le débit illustre bien la prééminence des droits catégoriels sur l'intérêt général. En effet, une consultation juridique sur les devoirs respectifs des maraîchers et des propriétaires des maisons conclut à l'obligation des premiers à nettoyer l'oued et à la dispense des seconds d'y participer. L'argument est que les maraîchers en tirent un bénéfice personnel (*manfa'a khassa*), surtout quand le nettoyage de la rivière se produit en été, à un moment où ils ont le plus grand besoin d'un surplus d'eau pour irriguer leurs jardins. Du fait que l'intérêt personnel (*el manfa'a el khassa*) des propriétaires des maisons ne subit pas de préjudice, la quantité d'eau dont ils bénéficient n'enregistrant pas de variations, ceux-ci ne sont pas astreints à contribuer au nettoyage de la rivière Masmouda (38).

(37) Clifford Geertz, *le Sec et l'humide*, op. cit.

(38) *El Mî 'yar*, op. cit.

6. Un pouvoir central présent dans les interstices de la société

Tous les documents étudiés, montrent l'importance de l'implication du pouvoir central dans la gestion de l'eau à Fès. Est-ce la défaillance ou l'absence d'institutions de prise en charge de l'ensemble du système d'irrigation et de distribution d'eau qui permet au Makhzen d'occuper une place centrale dans la gestion des affaires locales à Fès ? Il faut souligner que, paradoxalement, les communautés rurales ont joui de plus d'autonomie, comparées aux communautés urbaines. Mais l'enjeu du contrôle des centres

urbains a été plus stratégique pour le système makhzenien. En effet, des relations contradictoires ont marqué les liens entre le Makhzen et les villes. Celui-ci assure deux fonctions stratégiques que les autorités urbaines sont dans l'incapacité d'assumer : leur défense contre la menace chrétienne et la protection des routes commerciales qui sont un élément essentiel de leur vie économique. Par ailleurs, le sultan exige en contrepartie la soumission des villes et surtout la fourniture de moyens en ressources financières et en hommes pour mieux exercer ses fonctions. Or, le sultan n'est pas toujours en condition d'exiger cette contribution pour assurer la défense des villes. Dans ce cas, celles-ci se révoltent contre lui et s'administrent d'une manière autonome, tant que le pouvoir central reste faible. Ces périodes d'autonomie relative ne permettent pas à une autorité urbaine stable d'émerger. Les divisions entre factions territoriales et à l'intérieur de chacune d'elles, entre les groupes, rendent la situation politique dans les villes éminemment instable. En effet, les forces politiques ne sont pas homogènes, et le Makhzen conserve, même dans des situations troubles, ses partisans à l'intérieur des villes, plus particulièrement les *chourafa'* et certaines *zawiyas*, comme Az-Zawiya El Fassia, à Fès, qui a toujours montré une fidélité sans faille au Makhzen. Quand le pouvoir central est fort, il n'a de cesse de semer la discorde entre les groupes influents dans la ville. Il se présente comme un arbitre dans les conflits d'eau, par exemple. Mais à analyser les modalités de ses interventions dans ces conflits, on ne peut que constater les équilibres subtiles que le Makhzen tente de garder pour une meilleure maîtrise de la ville. Les plaintes qui lui sont adressées par des catégories qui ont subi un préjudice sont le point de départ du déclenchement d'une procédure invariable : désignation des autorités chargées d'arbitrer les conflits, constitution de commissions d'enquêtes où le souci d'impliquer les factions territoriales, les groupes constitués comme les *chourafa'*, les familles, les notables de la ville, les représentants des métiers, les experts, est évident. Le Makhzen, en l'absence d'une bureaucratie urbaine forte et stable, agit à la fois par pragmatisme et par machiavélisme pour maintenir la société urbaine, fragmentée, sous son entière autorité. Ce souci de contrôler la ville se manifeste d'ailleurs d'une manière évidente dans l'installation par le Makhzen des tribus « guich » (39) près des principaux centres urbains, depuis les Saâdiens, par la construction au XVI^e siècle de deux borjs, forteresses destinées à contrôler la ville, plus qu'à en assurer la défense. Enfin, la décision hautement significative, prise par Moulay Ismaël, d'interdire aux habitants de Fès de monter à cheval, pour enlever à la population toute illusion de résistance. Car les habitants de Fès ont pris l'habitude de « se promener armé et à cheval en signe de défi » (40), quand ils se révoltent contre le pouvoir central. Le cheval reste la monture noble de l'armée du sultan et des tribus. Les citadins doivent se contenter de se déplacer à dos de mulets, signe de leur rang et stigmate de leur infériorité guerrière.

(39) J. Lecoz, « Les tribus Guich au Maroc, essai de géographie agraire », *Revue de géographie du Maroc*, n° 7, Société de géographie du Maroc, Faculté des Lettres, 1965, p. 1-52.

(40) Norman Cigar, *op. cit.*

(41) Halima Ferhat, *Sebta, des origines au XIV^e siècle*, Editions Al Manahil, ministère des Affaires culturelles, Rabat, 1993, 494 pages.

L'absence ou l'instabilité d'un pouvoir urbain maître de la cité a-t-elle été générale, avant le XX^e siècle, à l'ensemble des villes du pays ? Il faut remonter dans le temps pour trouver dans le passé lointain une exception majeure dans l'histoire des villes du Maroc. Il s'agit de Sebta, qui était en passe de devenir une Cité-Etat au Moyen-Age (41). Les conditions historiques, sa position stratégique et son rôle géopolitique ont permis l'émergence d'une oligarchie, principalement représentée par les Banu 'Azafi, qui se sont constitués en contre-pouvoir face au sultan almohade, El Mortada (645-665/1242-1262). Grâce à la situation de la ville, à l'articulation du commerce maritime et du commerce saharien, aux relations avec les cités-Etats de la Méditerranée, Barcelone, Pise et plus particulièrement Gêne, une accumulation de savoir et de richesse, et donc de pouvoirs a permis l'émergence d'une oligarchie qui a dirigé la ville pendant des décennies, au XIII^e siècle. La prise de Sebta par les Portugais en 1415 a été un moment crucial dans l'histoire du Maroc. Ses villes et notamment Fès, qui était dans l'axe commercial du commerce saharien, entre Sijilmasa, en bordure du Sahara, et Sebta, port méditerranéen, ne vont pas se relever de cette perte d'une cité qui aurait pu jouer un grand rôle dans l'ouverture du Maroc sur l'Europe.

(42) R. Blachère, *Fès chez les géographes arabes du Moyen-Age*, op. cit.

Aux contraintes externes à l'origine du blocage du développement des villes n'existe-t-il pas des causes internes qui ont pesé sur l'évolution des sociétés urbaines ? Les conséquences de la préférence accordée à la production agricole au détriment de la fabrication (600 moulins au XIII^e siècle (42) et 400 au XVI^e siècle) ont-elles joué un rôle dans le devenir de la ville ? Ce choix se comprend pour des raisons de sécurité de l'approvisionnement en denrées alimentaires. La fetwa du Qadi 'Ayyad concerne plus particulièrement le monde rural. La préférence accordée aux activités de production au détriment des activités de transformation se justifie amplement dans les campagnes. L'extension des stipulations de cette fetwa au monde urbain traduit un double phénomène : le respect de la tradition en la matière ne reflète-t-il pas un des aspects de la stagnation dans le domaine de la production du droit en vigueur dans la gestion des villes ? La *hisba* aurait-elle connu une sclérose qui ne permet plus les adaptations et les réaménagements de la réglementation urbaine ? L'application de cette fetwa n'a-t-elle pas privé Fès de profondes mutations de ses structures de production et, par conséquent, de réajustements sociaux et politiques qui auraient pu transformer l'ensemble de l'économie et de la société de cette vieille cité ? A la fin du XIX^e siècle, cette ville est considérée par les observateurs étrangers comme une ville industrielle, car elle réunit alors les trois conditions nécessaires pour accéder à l'ère de la fabrication de masse : l'énergie, le savoir-faire technique et les matières premières. Mais la société urbaine n'a pas été au rendez-vous de la modernisation de ses structures productives, du fait des conditions historiques défavorables à sa rénovation, mais aussi pour des conditions internes de son évolution historique et d'attitude à l'égard de la civilisation

matérielle. Le Maroc a connu des crises de subsistance et des pénuries consécutives à de sévères sécheresses. La mentalité de la société urbaine a-t-elle été profondément marquée par le syndrome de ces pénuries et habitée par la crainte de manquer de nourriture ? Auquel cas, la préférence donnée à la production agricole semble être dans l'ordre des choses.

La nature des pouvoirs en compétition, l'évolution des structures sociales, les conditions matérielles des mutations de la société ont fait de la cité traditionnelle une ville aux élites sans prise sur les réalités du pouvoir urbain. Celui-ci a été confisqué par le Makhzen au détriment des forces sociales, économiques et politiques qui auraient pu faire de la ville un facteur de transformations profondes du pays. Sans exclure l'impact des facteurs externes, notamment les pressions extérieures exercées sur le pays depuis le XVIII^e siècle, les conditions historiques internes semblent avoir réduit l'influence du fait urbain et l'ont empêché de devenir l'espace majeur du changement de la société.